



*déclaration CTSD 33 du 19/02/13*

Monsieur le Directeur Académique,

Ce CTSD se tient alors que la Ministre de la Fonction Publique a rencontré les fédérations syndicales pour **l'ouverture de négociations**. L'UNSA Education :

- se félicite de l'annonce de mesures prioritaires pour la catégorie C et notamment le décontingement de l'accès au dernier échelon de la catégorie C qu'elle revendiquait pour la filière administrative ;
- juge positivement la proposition d'ouverture d'une négociation pluriannuelle sur les rémunérations et les parcours de carrière proposée par la ministre ;
- acte l'expression plus ouverte sur le jour de carence mais demande l'annonce rapide de l'abrogation de cette mesure pénalisant injustement les agents ;
- n'accepte pas que le point d'indice soit gelé pour la troisième année consécutive amputant le pouvoir d'achat des personnels de toutes catégories, titulaires ou non.

Pour l'UNSA Education, l'impatience des personnels grandit et des réponses rapides doivent leur être apportées sur les deux derniers points.

Concernant plus spécifiquement les fonctionnaires que sont les enseignants, il faut :

- **dans l'immédiat**, la réparation d'injustice concernant des corps maltraités :
  - création de l'équivalent de l'ISOE pour les enseignants du premier degré. Elle doit atteindre les 1200 euros annuels comme dans le second degré.
  - augmentation rapide du ratio d'accès à la hors-classe pour les PE et les CPE, en retard par rapport aux autres corps d'enseignants.
- **dans un second temps**, une revalorisation généralisée doit être mise en perspective pour l'ensemble des personnels enseignants et d'orientation. De nouvelles perspectives de carrière doivent être programmées. Les enseignants français figurent parmi les plus mal rémunérés d'Europe.

Il est temps que la Nation reconnaisse enfin ses enseignants et le travail difficile qu'ils conduisent chaque jour. La bonne volonté et la conscience professionnelle ne sauraient suffire à reconnaître l'engagement des personnels.

La priorité à l'École portée par le Président de la République doit se traduire par une reconnaissance financière. Si, dans une période économique difficile, elle doit relever d'une programmation, elle doit être engagée dès la rentrée prochaine.

Ce CTSD se déroule également dans un contexte national où **des orientations capitales pour le système éducatif sont en train de se dessiner**. La loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République va être examinée au parlement. L'UNSA Education, favorable à la Refondation de l'Education, juge que le débat parlementaire doit être l'occasion de conforter les points positifs du projet de loi, d'améliorer certains éléments qui ne vont pas assez loin, de modifier certaines approches dont l'oubli de nombreuses catégories de personnels de l'Education sans l'implication desquels la réforme ne pourra se faire. Nous ne mettrons pas fin aux échecs massifs que produit notre système d'éducation sans en changer profondément le fonctionnement. Pour l'essentiel nous nous sommes félicités que le projet de loi aille dans le sens d'une école plus juste, plus accueillante, plus inclusive qui permette la réussite de tous.

Dans ce contexte, **la nouvelle organisation des rythmes dans le premier degré**, après des mois d'atermoiements, d'informations contradictoires, de désinformations, cristallise l'exaspération d'une profession éreintée par le dernier quinquennat.

Pour autant, l'UNSA Education est, là aussi, défavorable à l'immobilisme. Après 5 années d'une semaine Darcos décriée, après 5 ans de journées surchargées qui épuisent les enseignants et leurs élèves, il est nécessaire d'avancer. Pas n'importe comment ! C'est pourquoi l'UNSA Education exige que des garanties soient données aux enseignants déjà sous pression.

Rappelons-nous bien le premier objectif de cette réforme : favoriser les apprentissages des élèves. A ce titre, l'avis de professionnel que sont les enseignants est essentiel. D'ores et déjà, l'entrée gestionnaire de certaines municipalités rate la cible. Parce que les enseignants craignent de ne pas faire le poids face à des élus trop pressants, nous vous avons sollicité, Monsieur le Directeur Académique, pour mettre en place un comité de pilotage et de suivi. Nous estimons que les situations de blocage, résistantes aux arbitrages des IEN, pourraient être étudiées et dénouées, votre présidence, permettant la synthèse des différentes parties prenantes aux intérêts divergents. Nous renouvelons, par ailleurs, notre demande d'un CDEN conclusif des débats.

Si la circulaire marque un changement de ton en direction des enseignants et met la concertation au cœur de la démarche, localement, nous vous demandons, à nouveau, que du temps soit dégagé aux équipes enseignantes, aux directeurs d'école pour permettre une réelle concertation avec les parents d'élèves, les mairies et l'ensemble des partenaires associatifs qui oeuvrent sur leur territoire à l'élaboration d'un projet éducatif.

Ce CTSD, enfin, est réuni pour examiner **la préparation de la rentrée dans le 1<sup>er</sup> degré**. L'UNSA Education note positivement la dotation de 111 postes pour 1947 élèves de plus. Nous mesurons le chemin parcouru quand, il y a un an, nous devions rendre 20 postes pour 1500 élèves de plus.

Cependant, cette dotation ne permettra pas d'améliorer la situation critique de la Gironde dont le P/E flirte avec la barre des 5 et nécessite un plan de rattrapage. Sur cette base, il aurait fallu à la Gironde 268 postes supplémentaires simplement pour se mettre au niveau moyen national. **Mais c'est plus de 300 postes qui seraient**

**nécessaires pour améliorer significativement les conditions de travail dans les écoles.**

La dotation d'aujourd'hui ne permettra pas de combler le déficit accumulé par notre département au cours de ces dernières années. Elle n'améliorera pas :

- les taux d'encadrement élevés
- la scolarisation des moins de 3 ans très basse
- la prise en charge de la grande difficulté scolaire par les réseaux d'aide rendus exsangue par les suppressions de postes de la dernière carte scolaire
- le remplacement qui est devenu très difficile à cette rentrée en ne représentant plus que 7% de la masse des effectifs.

Alors oui, l'UNSA Education accueille la mise en place de 25 maîtres surnuméraires. C'est non sans une certaine émotion que nous avons découvert la proposition de transformer l'ensemble des postes d'adjoints élémentaires « Anglais » en adjoints élémentaires, mesure que nous réclamions jusqu'à présent sans succès.

Mais, Monsieur le Directeur Académique, nous venons, à nouveau, plaider la cause des enfants de Gironde qui ont le droit aux mêmes conditions de scolarisation qu'ailleurs en France. Avec l'intersyndicale, nous sollicitons, à nouveau, une audience auprès du Ministre de l'Education Nationale pour défendre le plan de rattrapage nécessaire à la Gironde.

Pour l'UNSA-Education  
Evelyne Faugerolle

*l'éducation,  
notre terrain d'action*

